

LE PARADOXE FRANÇAIS

Béatrice Giblin

LE PARADOXE FRANÇAIS

Entre fierté nationale
et hantise du déclin

ARMAND COLIN

Visuel de couverture : Drapeau français accroché à la fenêtre
de la mairie de Villecroze, Gar
© Maurice Alexandre F.P./Getty images.

Graphisme : Alain Chevallier

Mise en pages : Belle Page

Cartographie : Légendes cartographie

© Armand Colin, 2017

Armand Colin est une marque de Dunod Éditeur

11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

ISBN 978-2-200-61421-8

Préface

Sous le drapeau qui orne la façade d'une modeste mairie, Béatrice Giblin nous dresse un tableau des différents aspects du « paradoxe français », de tout ce qu'il faut prendre en compte pour y voir plus clair dans la crise géopolitique que traverse aujourd'hui notre nation. Béatrice Giblin est une grande géographe spécialiste de géopolitique. Non seulement elle a participé, il y a quarante ans, à la fondation de la revue de géographie et de géopolitique *Hérodote* (qu'elle dirige depuis dix ans), fondé en 2002 l'Institut français de géopolitique (université Paris VIII), mais elle sait aussi, bien mieux que moi, mener l'analyse de situations électorales au niveau local, comme dans les trois mille pages de *Géopolitique des régions françaises* (1986). Ensuite, elle a fait une analyse très fine des traditions électorales dans sa région familiale, le Nord-Pas-de-Calais, puis dans une *Nouvelle géopolitique des régions françaises* (2005).

Dans des régions où l'on votait traditionnellement « à gauche », on s'est mis de plus en plus à voter pour une formation politique nouvelle, très à droite, le Front national. Béatrice Giblin a été l'un des premiers chercheurs à souligner, dès la fin des années 1980, l'importance de ce changement et à prévoir qu'il prendrait bientôt de plus en plus d'essor, ce qui est évidemment le cas aujourd'hui.

C'est parce que certains évoquent lyriquement aujourd'hui « les racines chrétiennes de la France » (bien d'autres nations voisines sont elles aussi chrétiennes) que Béatrice Giblin analyse de façon très précise le rôle – disons géopolitique – qu'a eu l'Église pendant dix siècles dans la consolidation du pouvoir royal contre les grands seigneurs et l'unification du territoire qui deviendra au XIX^e siècle celui de la nation France. On pourrait ajouter qu'en France, cette victoire du pouvoir royal contre celui des seigneurs a empêché ceux-ci de s'emparer de la terre des petits paysans. En revanche, c'est ce qui s'est passé en Angleterre où le pouvoir royal est faible, ce qui a fait que l'aristocratie y a modernisé les techniques agricoles et obligé la main-d'œuvre à aller travailler dans les mines et de nouvelles industries, pour le plus grand profit de la bourgeoisie d'affaires.

Dans le paradoxe français, il y a aussi le fait qu'après avoir été l'État le plus peuplé d'Europe, la France, au moment de son apogée, a connu une sorte de langueur démographique, alors que l'effectif de population des États voisins était en plein essor. Je me suis demandé pourquoi, aujourd'hui, il est utile de s'interroger sur les causes profondes de ce déclin démographique, bien qu'il soit aujourd'hui dépassé. Béatrice m'a rétorqué qu'il expliquait, pour beaucoup, le sous-peuplement de la France. Sur son territoire, le plus vaste de l'Union européenne, se dépeuplent de plus en plus la plupart des campagnes aux sols pourtant fertiles, et où désormais nombre de petites villes végètent alors qu'aucune grande ville, sauf la capitale, parvient à dépasser le million d'habitants. Dans les conditions nouvelles qu'impose la mondialisation, ce sous-peuplement du territoire français explique qu'il soit de plus en plus difficile

Préface

aujourd'hui d'y financer le fonctionnement de divers équipements, des routes, des voies ferrées, des hôpitaux, des bureaux de poste, des écoles, etc.

À ce tableau des caractéristiques très particulières de la France, on pourrait, je crois, ajouter qu'elle n'est, certes, pas le seul État européen à avoir autrefois conquis des colonies, mais celui dont l'expansion coloniale s'est produite, non pas à longue distance (en Amérique ou en Asie comme ce fut le cas de l'Angleterre, de l'Espagne ou du Portugal), mais dans sa proche périphérie, de l'autre côté de la Méditerranée, au Maghreb, c'est-à-dire dans le monde musulman, qui connaît depuis quelques années des mouvements religieux révolutionnaires. On sait les contre-coups qui en résultent de l'autre côté de la Méditerranée.

Le livre de Béatrice Giblin nous permet ainsi de bien mieux comprendre notre pays.

Yves Lacoste

Introduction

Les Français n'ont pas le moral. Les sondages les uns après les autres le confirment : ils seraient même moins confiants dans l'avenir de leur pays que les Afghans et les Irakiens. Dans le sondage Gallup de 2011, la France arrive ainsi à la 57^e place sur 143 pays. Plus que tous les autres peuples européens, ils ont une vision sombre de l'avenir¹, et ce depuis les années 1980, comme si l'alternance politique avait eu pour effet de détruire, du moins à gauche, le rêve révolutionnaire français des lendemains qui chantent.

Il y a assurément des raisons objectives de douter d'un avenir meilleur : un chômage de longue durée (la durée moyenne du chômage y atteint 18,1 mois contre 8,1 mois pour les pays de l'OCDE et 6,7 mois aux États-Unis), surtout celui des seniors ; la difficulté des jeunes à trouver leur place dans le monde du travail, enchaînant petits boulots, stages et CDD avant d'obtenir le graal d'un CDI souvent accepté à un niveau de qualification inférieur à ce que faisait espérer le diplôme obtenu, et de fait moins payé ; une construction européenne en panne, fragilisée par la crise migratoire, les graves difficultés économiques de la Grèce,

1. Sondage Ifop : 70 % des Français se disent pessimistes pour leur avenir, 19 octobre 2016 (www.lcp.fr/afp/les-francais-fiers-de-leur-pays-mais-pessimistes-pour-leur-avenir).

de l'Espagne, du Portugal et même menacée de déconstruction si l'exemple du Brexit était suivi par d'autres comme les Pays-Bas ; une désindustrialisation continue qui touche les PME comme de grands groupes, y compris les plus beaux fleurons de l'industrie française (Alstom avec la prise de contrôle de la branche énergie par General Electric ou Areva fragilisée par un endettement colossal et empêtrée dans les difficultés de construction de l'EPR) ; une école qui laisse encore trop d'élèves sur le bord du chemin – on parle même de la faillite du système scolaire –, car impuissante à compenser les inégalités sociales et culturelles aggravées par la ségrégation spatiale ; des actifs craignant de ne pas avoir des niveaux de retraites comparables à ceux des retraités d'aujourd'hui et, plus étonnant, des étudiants manifestant pour défendre leur future retraite alors qu'ils n'ont pas encore commencé à travailler. Enfin les attentats des années 2015 et 2016 ont de quoi les inquiéter, la France étant particulièrement visée par les djihadistes.

Pourtant les Français, lorsqu'ils sont interrogés sur leur vie personnelle, la jugent plutôt satisfaisante et se déclarent heureux en famille. Ainsi donc, ce qui les rend pessimistes aujourd'hui, ce n'est pas leur situation individuelle, mais bien celle de la France, du moins telle qu'ils la perçoivent.

Ce constat est pour le moins singulier quand on connaît le niveau de vie moyen des Français, la qualité des services publics, l'importance des aides sociales. Personne ne nie l'augmentation du nombre de familles pauvres (plus d'un million entre 2004 et 2014²) et leurs difficultés à joindre les

2. D'après l'Observatoire des inégalités (www.inegalites.fr/spip.php?article270) : la France compte 5 millions de pauvres au seuil à 50 % du revenu médian et 8,8 millions à celui de 60 % selon les données 2014 de l'INSEE (dernière année disponible).

deux bouts, mais c'est le cas dans beaucoup d'autres pays européens sans que pour autant le moral de la population soit aussi bas.

Paradoxalement, dans le même temps, les Français sont perçus comme arrogants par leurs voisins³, notamment britanniques et allemands. Or l'arrogance repose sur un sentiment de supériorité. Certains Français admettent d'ailleurs que le peuple français est le plus arrogant des peuples de l'Union européenne. Ce sont les seuls, car si les Allemands sont perçus comme une nation arrogante par les Espagnols et les Grecs, ou encore les Polonais et les Tchèques – et on comprend bien pourquoi (*cf.* sondage Huffingtonpost du 16 mai 2013) –, les Allemands se considèrent comme le peuple le moins arrogant d'Europe comme d'ailleurs les Britanniques, ce qui est déjà la marque d'une bonne image de soi.

On le sait, cette arrogance réelle ou supposée est liée à la longue et grande histoire de la France, à son passé glorieux dont les Français, dans leur grande majorité, sont légitimement fiers. Ce n'est cependant pas le seul pays européen à avoir un tel passé et les Britanniques, surtout les Anglais, sont persuadés que le Royaume-Uni reste un grand pays. À la différence des Français, les Anglais ne pratiquent guère l'autodénigrement ; ils ont une grande confiance en eux-mêmes – pour preuve, une majorité d'entre eux n'a pas craint de quitter l'UE, persuadés de vivre mieux une fois retrouvée la souveraineté nationale pleine et entière, et enfin débarrassée des contraintes européennes. Confiance

3. www.huffingtonpost.fr/2013/05/15/les-francais-sont-les-plus-arrogants-deurope-selon-les-franc/

en eux-mêmes que nombre de Français ont depuis une vingtaine d'années perdue, et que ne peut à lui seul expliquer le recul de la France au sixième rang du PIB dans le classement des puissances mondiales, juste derrière le Royaume-Uni⁴. Si l'on compare les deux nations, les Britanniques auraient aussi des raisons de se montrer moins confiants. En effet, si le Royaume-Uni occupe une place de premier rang dans le domaine de la finance, il a perdu presque tous ses grands fleurons industriels, et si le taux de chômage y est nettement plus bas qu'en France, les conditions de vie des travailleurs pauvres (au nombre de 5,2 millions⁵) y sont bien plus difficiles qu'en France. L'immigration post-coloniale y pose autant de difficultés d'intégration qu'en France, avec un modèle nettement différent, et dans le vote pour le Brexit, le rejet de l'immigration européenne a fortement pesé.

Pourquoi en va-t-il tout autrement en France ?

Les ouvrages sur le déclin du pays se succèdent depuis le début des années 2000, surtout écrits par des hommes de droite (Éric Zemmour, Nicolas Baverez, Yves-Marie Laulan), mais aussi par certains hommes de gauche comme Jean-Pierre Chevènement. Si leur diagnostic est le même, ces auteurs s'opposent radicalement sur les solutions à apporter. Quand les premiers prônent une politique vraiment libérale – moins d'État (c'est-à-dire moins de

4. L'économie britannique pesait, en 2014, 2 988 milliards de dollars contre 2 829 milliards pour l'économie française qui n'était passée devant l'économie britannique qu'en 2008.

5. www.lemonde.fr/europe/article/2014/12/10/britannique-au-travail-et-pauvre_4537786_3214.html

fonctionnaires), moins d'impôts, moins d'aides sociales pour alléger le budget de l'État et les charges patronales –, les seconds préconisent une politique de la demande avec une augmentation des salaires, un abandon de l'euro fort pour rétablir la compétitivité des industries françaises.

Or le succès de librairie de ces ouvrages (plusieurs centaines de milliers d'exemplaires) confirme et entretient l'écho que rencontre la thèse du déclin parmi nombre de Français, thèse qui s'accompagne d'une forme de désenchantement nostalgique d'une France grande puissance, non seulement économique mais aussi, voire surtout, politique et culturelle. Regret d'une époque où la langue des élites européennes était le français, signe de son prestige international, où la Révolution française avait fait de la France le modèle de l'État-nation, porté à l'étranger par les guerres révolutionnaires et les victoires de Bonaparte. La France, dans les milieux intellectuels allemands, était alors qualifiée de « Grande Nation »; et, pour rappel de ce temps glorieux, est régulièrement citée en France la phrase que Goethe, aux côtés des armées austro-prussiennes, aurait prononcée lors de la bataille de Valmy, le 20 septembre 1792, devant le courage de l'armée des jeunes volontaires révolutionnaires marseillais : « De ce lieu, de ce jour, date une nouvelle époque de l'histoire du monde. » Désormais, lorsque la presse allemande parle de « Grande Nation » à propos de la France, c'est le plus souvent par dérision...

Regret d'une époque où la France était suffisamment puissante non seulement pour être maître de son destin, mais aussi pour imposer à d'autres peuples sa volonté, comme avec les conquêtes coloniales. Ce n'est d'ailleurs

pas tant les colonies que l'on regrette, que le temps de la puissance qui permit de les conquérir. Regret aussi de ne plus jouer un rôle de premier plan parmi les grands de ce monde. Cette puissance perdue affecte apparemment moins le Royaume-Uni qui a clairement choisi de se mettre dans le sillage de son allié américain, alors que la France cherche toujours à faire valoir sa propre politique internationale – ce qui suscite parfois les sarcasmes des autres États européens et alimente le discours sur l'arrogance française.

Toutefois, quel Français n'a pas été séduit et n'a pas ressenti un sentiment de fierté lors du discours de Dominique de Villepin alors ministre des Affaires étrangères à l'ONU le 14 février 2003 :

« Dans ce temple des Nations unies, nous sommes les gardiens d'un idéal, nous sommes les gardiens d'une conscience. La lourde responsabilité et l'immense honneur qui sont les nôtres doivent nous conduire à donner la priorité au désarmement dans la paix. Et c'est un vieux pays, la France, d'un vieux continent comme le mien, l'Europe, qui vous le dit aujourd'hui, qui a connu les guerres, l'occupation, la barbarie. Un pays qui n'oublie pas et qui sait tout ce qu'il doit aux combattants de la liberté venus d'Amérique et d'ailleurs. Et qui pourtant n'a cessé de se tenir debout face à l'Histoire et devant les hommes. »

Fierté d'autant plus justifiée que la position de la France contre l'intervention armée en Irak était la plus raisonnable, comme la suite l'a montré.

Introduction

Selon certains auteurs, c'est justement cette grande histoire qui paralyserait les Français, les maintenant dans l'éternel regret de la gloire passée, incapables d'en faire leur deuil et de regarder devant eux.

Nous allons tenter de voir quelles sont les conséquences géopolitiques actuelles des héritages de cette « grande », longue et singulière histoire, et qui entretiennent le paradoxe français, pris entre fierté nationale et hantise du déclin.

